1. Février 1784.

215

ce tribunal, établi au préjudice de la justice ordinaire, sans que l'autorité souveraine y eût jamais donné expressément son aveu. Les sept provinces ont également concouru à nommer des députés, pour composer la commission, chargée des recherches sur l'affaire de l'escadre ordonnée pour Brest : cette commission va ouvrir incessamment ses séances. M^r. de Thulemeier, envoyé-extraordinaire de S. M. Prussienne, a eu le 31 du mois dernier une conférence avec le président des Etats-généraux. Le baron de Reischach, envoyé de l'Empereur, ayant fait les plus fortes instances pour avoir satisfaction sur ce qui s'est passé au Doel près de Liefkenshoek, l'on apprend, que le 1 de ce mois il a été envoyé un exprès au baron de Hoop, ministre-plénipotentiaire de la république à Bruxelles, avec une réponse au dernier mémoire du Gouvernement des Pais-bas ; cette réponse porte :

“ Que L. H. P. n'ont pu apprendre qu'avec le plus vif mécontentement, que le lieutenant-colonel & grand-major (de Lillo) van Schweinitz ait jugé à propos, sans avoir reçu à cet effet aucuns ordres légitimes, de faire exécuter l'enterrement d'un militaire au village *den Doel*, sur quoi les plaintes du Gouvernement-général roulent principalement, & cela de la manière & avec les circonstances qui ont accompagné cet enterrement d'après ses ordres ; du moins que L. H. P. désapprouvent hautement que le susdit grand-major ait été assez peu prudent pour ne point considérer que l'interdiction faite au nom de S. M. I. & R. du passage de bas-officiers & soldats étrangers sur le territoire de S. M. , pouvoit aussi être rendue relative au territoire litigieux du Doel,